Document généré le 20 mai 2025 14:54

Recherches sociographiques

Robert Bernier et Stéphane Paquin (dir.), *L'État québécois : Où en sommes-nous?*, Québec, Presses Universitaires du Québec, 2019, 539 p.

François Blais

Volume 61, numéro 1, janvier–avril 2020

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1075908ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1075908ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Blais, F. (2020). Compte rendu de [Robert Bernier et Stéphane Paquin (dir.), *L'État québécois : Où en sommes-nous?*, Québec, Presses Universitaires du Québec, 2019, 539 p.] *Recherches sociographiques*, *61*(1), 199–200. https://doi.org/10.7202/1075908ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques et Université Laval, 2020

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Robert Bernier et Stéphane Paquin (dir.), *L'État québécois : Où en sommes-nous?*, Québec, Presses Universitaires du Québec, 2019, 539 p.

Cet ouvrage d'envergure tant par son contenu que par la diversité des sujets abordés fait suite à deux autres collectifs du genre sur l'évolution de l'administration publique québécoise : *L'État québécois au XXIe siècle* (PUQ, 2004) et *Les défis québécois : conjonctures et transitions* (PUQ, 2014).

Trente-huit spécialistes et chercheurs ont participé à la rédaction de ce volume qui comprend pas moins de 19 chapitres. Certaines des contributions s'appuient sur une enquête d'opinion conduite en janvier 2019 auprès de 700 répondants interrogés, chose plutôt rare, sur différents aspects de notre administration publique. On retrouvera d'ailleurs, en conclusion de l'ouvrage, l'essentiel des résultats de ce sondage qui a le mérite de nous en apprendre un peu plus sur la perception de la population québécoise à l'endroit de la gestion de son État, de ceux qui le dirigent tout comme de ceux qui contribuent au jour le jour à le faire fonctionner au bénéfice de la population.

Un tel livre ne pouvant se résumer tant son contenu est éclaté, il vaut mieux, dans les quelques lignes qui nous sont accordées, s'en tenir à le présenter succinctement.

La première partie, « Administration publique », contient quatre chapitres qui ont pour objet la gestion du changement du point de vue de la relève gestionnaire (chapitre 1); l'accompagnement de cette relève au sein de l'administration publique québécoise (chapitre 2); le développement d'outils de surveillance et de promotion de l'intégrité et de l'éthique de l'État québécois (chapitre 3); et l'évolution récente de l'administration municipale à travers une étude de cas qui ne manquera pas d'intéresser : Ville de Laval de 2015 à 2018 (chapitre 4).

La seconde partie, « Santé », traite du plus important poste budgétaire du gouvernement du Québec, mais ne contient pourtant que deux chapitres : un retour à très larges traits sur les vingt dernières années du système de santé québécois et sur l'impact de certaines réformes (chapitre 5); et une analyse critique des interventions gouvernementales pour permettre l'amélioration de l'accès aux services de santé de première ligne (chapitre 6).

La troisième partie, « Économie et environnement », contient pas moins de cinq chapitres et touche tout d'abord l'innovation et la richesse (chapitre 7); le rôle central et pourtant très méconnu d'Investissement Québec (chapitre 8); l'évolution récente des priorités stratégiques d'Hydro-Québec (chapitre 9); la comparaison des rôles joués par les gouvernements de l'Ontario et du Québec auprès du gouvernement fédéral lors de la dernière négociation du nouvel accord de l'ALENA (chapitre 10); et l'évolution et les limites des gestes administratifs et légaux faits ces dernières décennies en faveur du développement durable (chapitre 11).

La quatrième partie de l'ouvrage traite des « Finances publiques ». Elle commence par un portrait fort pertinent des modalités fiscales privilégiées par le gouvernement du Québec et de notre préjugé en faveur de l'impôt sur le revenu au détriment d'autres formes de taxation (chapitre 12); elle se poursuit ensuite sur les améliorations de

notre dette publique (chapitre 13); sur le fonctionnement et l'amélioration possible du processus budgétaire (chapitre 14); et sur le rôle et l'encadrement démocratique du Vérificateur général du Québec (chapitre 15).

La dernière partie traite de l'important enjeu de « l'Éducation ». On s'interroge tout d'abord sur la place que devrait occuper le nouvel objectif de « la réussite pour tous » que l'on veut étendre du préscolaire au réseau universitaire (chapitre 16) et sur les stratégies de lutte contre le décrochage scolaire (chapitre 17). Le texte suivant (chapitre 18) suggère que l'on repense le soutien prolongé auquel les jeunes sous la protection des services à la jeunesse devraient avoir accès et le dernier chapitre porte sur les effets « induits » des politiques de financement des universités sur leur stratégie de développement (chapitre 19).

Le contenu de l'ouvrage est donc varié tant dans son contenu que dans ses approches. On ne s'étonnera pas de constater, par ailleurs, comme il est de coutume dans ce type d'ouvrage, la valeur inégale des contributions. Certains chapitres sont fort bien documentés et s'appuient sur des données récentes alors que d'autres tiennent davantage du commentaire évaluatif. Mais le mérite demeure : celui de réunir un grand nombre de spécialistes aux horizons divers et d'apporter un éclairage, parfois nouveau et parfois à titre prospectif, sur l'évolution des grands secteurs de l'administration publique québécoise. Plusieurs éléments de ces chapitres pourront être consultatés par les chercheurs et étudiants du domaine et c'est la raison pour laquelle on ne peut que le recommander à quiconque s'intéresse à l'évolution récente du Québec et de ses principales institutions du secteur public et parapublic.

François Blais

Université Laval
Francois.blais@pol.ulaval.ca

R. Fleury, *Joseph Bureau, Explorateur officiel. La colonisation au temps du curé Labelle*, Québec, Éditions GID, 2019, 267 p.

La forte émigration des Canadiens français vers les États-Unis au 19e siècle inquiète les élites, cléricales et autres, qui pressent le gouvernement du Québec d'ouvrir les terres de l'arrière-pays à la colonisation afin de retenir les Canadiens français sur la terre de leurs ancêtres. Entre 1860 et 1913, la mission de Joseph Bureau sera précisément d'explorer ces territoires en Outaouais, dans les Laurentides, au Lac-St-Jean, au Témiscamingue ou dans la Matawinie, et d'y évaluer la qualité des terres, le bois des forêts, d'y tracer des chemins de colonisation, voire de les construire ainsi que des ponts, ou encore de choisir le meilleur tracé pour le passage éventuel du chemin de fer. Bureau a si bien sillonné la province, tracé les cartes indiquant le cours des rivières, leurs chutes– leurs « pouvoirs »– et leur source, les limites des forêts, et les contours des blocs rocheux, qu'il a grandement contribué à la connaissance topographique du Québec, pratiquement inexistante, ou inexacte, à l'époque. C'est le compte rendu de toutes ces explorations que livre le journaliste retraité Robert Fleury.